

L'Actu de la semaine

Du 24 au 28 février 2020



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- [Ministère de l'Economie](#) : 3^e comité de pilotage de suivi de la mise en œuvre du droit à l'erreur.
- [Bulletin officiel des douanes n° 7344 du 21/02/2020](#) : DA 20-009 - Remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par les transporteurs routiers de marchandises.
- [Bulletin officiel des douanes n° 7345 du 21/02/2020](#) : DA 20-010 - Remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs.
- [DGFIP](#) : Date limite de dépôt des déclarations de résultat des professionnels soumis à l'impôt sur le revenu.
- [DGFIP](#) : La Direction générale des Finances publiques se mobilise pour mieux vous servir en renforçant sa présence dans les territoires.
- [DGFIP](#) : Avis CADF - Séance 1 et 2 du 15 novembre 2019, Séance du 10 octobre 2019, Séance du 19 septembre 2019.
- [Direction générale des douanes et droits indirects](#) : Vous voyagez avec 10000 euros ou plus ? Vous devez télédéclarer vos capitaux avec DALIA !
- [Cour des comptes](#) : Le rapport public annuel 2020.

Au BOFiP-Impôts

- [21/02/2020](#) : BIC - Obligations des opérateurs de plateformes de mise en relation par voie électronique (loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude, art. 10 ; arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application de l'article 242 bis du code général des impôts) – Rectificatif.

- [26/02/2020](#) : BIC - Zones franches d'activités (ZFA) situées dans les départements d'outre-mer - Éligibilité de l'activité de transport par véhicule sanitaire léger (VSL) à l'abattement prévu à l'article 44 quaterdecies du CGI – Rescrit.
- [26/02/2020](#) : IS - Modification du régime des plus-values de cession de locaux professionnels transformés en logements (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 54).
- [26/02/2020](#) : INT - AEA - Actualisation de la doctrine concernant les règles relatives à la collecte et à la déclaration des informations sur les comptes financiers transmises automatiquement aux autorités compétentes étrangères (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 56).
- [26/02/2020](#) : INT - Convention fiscale entre la France et l'Argentine - Exonération des intérêts bénéficiant d'une garantie publique.
- [27/02/2020](#) : IR - Réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de restauration immobilière effectuées dans certaines zones - Dispositif « Malraux » - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2022 dans les quartiers relevant de la politique de la ville (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 160).

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 12 février 2020](#) pris en application de l'article 3 du décret n° 2019-757 du 22 juillet 2019 relatif aux modalités d'application et d'entrée en vigueur de l'article 201 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.
- [Arrêté du 19 février 2020](#) désignant les services des douanes et les services fiscaux compétents pour échanger des informations avec d'autres services des Etats membres de l'Union européenne.
- [Ordonnance n° 2020-161 du 26 février 2020](#) relative au règlement transactionnel par le président de la Commission de régulation de l'énergie du remboursement de la contribution au service public de l'électricité.
- [Décret n° 2020-163 du 26 février 2020](#) pris pour l'application de l'article 245 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.
- [Décret n° 2020-164 du 26 février 2020](#) pris pour l'application de l'article 89 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.
- [Arrêté du 21 février 2020](#) portant ajustement de périmètre des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques.
- [Décret n° 2020-169 du 27 février 2020](#) fixant la date à compter de laquelle les émissions de dioxyde de carbone utilisées pour les besoins de la fiscalité des véhicules de tourisme seront déterminées selon la procédure d'essai mondiale harmonisée - WLTP - pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers.

Union Européenne

- [Commission européenne](#) : Comité de la taxe sur la valeur ajoutée - Nouvelles lignes directrices sur la TVA publiées.
- [DIRECTIVE \(UE\) 2020/262 DU CONSEIL du 19 décembre 2019](#) établissant le régime général d'accise (refonte).
- [DÉCISION \(UE\) 2020/263 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 15 janvier 2020](#) relative à l'informatisation des mouvements et des contrôles des produits soumis à accise (refonte).
- [RÈGLEMENT \(UE\) 2020/261 DU CONSEIL du 19 décembre 2019](#) modifiant le règlement (UE) no 389/2012 concernant la coopération administrative dans le domaine des droits d'accise en ce qui concerne le contenu des registres électroniques.
- [Conclusions du Conseil](#) relatives à la liste révisée de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.
- Article 53, paragraphe 2, du règlement de procédure de la Cour – Véhicules historiques – Traitement fiscal non homogène à l'intérieur d'un même État membre – Situation purement interne – Irrecevabilité manifeste : [Ord. CJUE 13-2-2020 aff. 468/19](#).
- Libre prestation des services – Article 56 TFUE – Jeux de hasard – Fiscalité – Principe de non-discrimination – Impôt unique sur les paris : [CJUE 26-2-2020 aff. 788/18](#).
- Article 49 TFUE – Liberté d'établissement – Législation fiscale – Impôt sur les sociétés – Transfert du siège de direction effective d'une société dans un État membre autre que celui de sa constitution – Transfert de résidence fiscale vers cet autre État membre – Réglementation nationale ne permettant pas de faire valoir la perte fiscale subie dans l'État membre de constitution antérieurement au transfert du siège : [CJUE 27-2-2020 aff. 405/18](#).

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Ministère du Travail](#) : DOETH | Entreprises, pensez à faire votre déclaration au titre de l'année 2019 avant le 1er mars 2020.

- [Ministère des Solidarités et de la Santé](#) : Conférence salariale du 27 février 2020 : Une première étape pour revaloriser les salaires des professionnels de la branche d'aide à domicile.
- [Circulaire Cnam n° 9/2020 du 19-2-2020](#) : Prise en charge des assurés exposés au coronavirus 2019-nCoV.
- [Circulaire Cnav n° 2020-13 du 24 février 2020](#) : Ressources - Evaluation des avantages en nature.
- [Circulaire Agirc-Arrco n° 2020-04-DRJ du 26/02/2020](#) : Délibération n° 2 à l'ANI du 17 novembre 2017.
- [Défenseur des Droits](#) : Décision 2020-017 du 23 janvier 2020 relative à une discrimination en raison des activités syndicales d'un salarié.
- [Défenseur des Droits](#) : Décision 2020-007 du 4 février 2020 relative à la résiliation d'un contrat d'apprentissage discriminatoire d'une étudiante en raison de sa grossesse.
- [MSA](#) : Le versement des cotisations et contributions sociales pour un employeur en DSN.
- [GIP-MDS](#) : Activité partielle – maintien de la déclaration sur l'extranet ASP.
- [GIP-MDS](#) : N4DS : acceptation par Pôle Emploi des AED en version VO1X14.
- [Centre d'études de l'emploi et du travail](#) : Etude Un système de retraite « universel » ? Les inégalités, du travail à la retraite.
- [Sénat](#) : Congé de deuil pour le décès d'un enfant : la commission des affaires sociales propose une approche plus globale des droits sociaux des actifs.

Jurisprudence

- OPC : [Arrêt n°301 du 13 février 2020 \(19-20.938\)- Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Représentation des salariés : [Arrêt n°245 du 26 février 2020 \(18-22.556\) - Cour de cassation - Chambre sociale.](#)
- Représentation des salariés : [Arrêt n°246 du 26 février 2020 \(18-22.759\) - Cour de cassation - Chambre sociale.](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 5 février 2020](#) fixant les montants des aides financières susceptibles d'être attribuées aux entreprises adaptées hors expérimentation.
- [Arrêté du 5 février 2020](#) revalorisant le montant de l'aide financière susceptible d'être attribuée aux entreprises adaptées de travail temporaire et aux entreprises adaptées autorisées à mettre en œuvre l'expérimentation des contrats à durée déterminée tremplin.
- [Arrêté du 5 février 2020](#) portant reconduction unilatérale de tous les avenants financiers 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020 pour les entreprises adaptées.
- [Arrêté du 21 février 2020](#) relatif aux modalités de candidature à la mesure en 2020 de l'audience des organisations syndicales auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés.
- [Décret n° 2020-155 du 24 février 2020](#) prolongeant la compétence de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail.
- [Décret n° 2020-158 du 24 février 2020](#) relatif aux modalités d'application à Mayotte du dispositif prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale.
- [Arrêté du 13 février 2020](#) fixant la présentation des données agrégées transmises par les organismes gérant certaines opérations de retraite en application de l'article 114 de la loi n° 2003-775 du 21 avril 2003 portant réforme des retraites et du dernier alinéa de l'article L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale.
- [Décret n° 2020-170 du 26 février 2020](#) relatif aux modalités d'imputation des charges de gestion administrative liées à la mise en œuvre de la sécurité sociale pour les travailleurs indépendants.

Union Européenne

- Politique sociale – Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail – Directive 2000/78/CE – Articles 2 et 6 – Interdiction de toute discrimination fondée sur l'âge – Rémunération des fonctionnaires – Système de rémunération discriminatoire – Rappel de rémunération calculé sur la base d'un classement discriminatoire antérieur – Nouvelle discrimination – Article 9 – Indemnisation du fait d'une législation discriminatoire – Délai de forclusion pour introduire une demande d'indemnisation – Principes d'équivalence et d'effectivité : [CJUE 27-2-2020 aff. 773/18 à 775/18.](#)
- Directive 2001/23/CE – Article 1er, paragraphe 1 – Transfert d'entreprise – Maintien des droits des travailleurs – Exploitation de lignes d'autobus – Reprise du personnel – Absence de reprise des moyens d'exploitation – Motifs : [CJUE 27-2-2020 aff. 298/18.](#)

Sites institutionnels

- [Ministère de l'Économie](#) : Premier bilan de l'application des engagements de modération des tarifs d'incidents bancaires pris par les banques en 2018.
- [Ministère de l'Économie](#) : Remise à Bruno Le Maire du rapport du Conseil Général de l'économie sur le bilan de loi n°2017-399 du 27 mars 2017.
- [Ministère de l'Économie](#) : Bruno Le Maire et Cédric O lancent un groupe de travail dédié à la régulation des plateformes numériques au niveau européen.
- [H3C](#) : Programme de contrôle des commissaires aux comptes pour 2020.
- [ADLC](#) : Débat sur la politique de concurrence et les enjeux du numérique : l'Autorité publie sa contribution.
- [ADLC](#) : Guide PME. Enquêtes de concurrence : quels comportements adopter ?
- [DGCCRF](#) : Pratiques relevées dans le secteur de la sécurisation des débits de tabac dans les Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine.
- [AMF](#) : FIA déclarés: mise à jour de la doctrine.
- [CCSF](#) : Observatoire des tarifs bancaires : Les tarifs bancaires en 2020.
- [Sénat](#) : Haine en ligne : la commission des lois maintient le choix d'un régime équilibré entre efficacité de la lutte contre les contenus haineux et protection des libertés.
- [UFC-Que Choisir](#) : Lisibilité des tarifs bancaires Encore un engagement bafoué par les banques !

Jurisprudence

- Protection des consommateurs (surendettement) : [Arrêt n°247 du 27 février 2020 \(18-25.160\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2020-150 du 20 février 2020](#) modifiant le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés.
- [Arrêté du 20 février 2020](#) portant homologation des modèles de statuts des unions de sociétés coopératives agricoles.
- [Arrêté du 20 février 2020](#) portant homologation des modèles de statuts des sociétés coopératives agricoles.
- [Arrêté du 18 février 2020](#) portant inscription sur la liste mentionnée au 1° de l'article L. 122-5-1 du code de la propriété intellectuelle.
- [Arrêté du 19 février 2020](#) abrogeant l'arrêté du 21 janvier 2015 fixant les quantités de végétaux, produits végétaux et autres objets autorisés à l'importation dans les bagages des voyageurs.
- [Avis aux professionnels](#) concernant le marquage des matériaux d'emballage en bois conformément à la norme NIMP n° 15.
- [Liste des opérateurs de jeux ou paris en ligne agréés](#) au 23 janvier 2020.

Union Européenne

- [Conseil de l'UE](#) : Étiquetage des pneumatiques: le Conseil adopte de nouvelles règles.
- Manquement d'État – Article 49 TFUE – Services dans le marché intérieur – Directive 2006/123/CE – Article 25, paragraphes 1 et 2 – Restrictions aux activités pluridisciplinaires des comptables : [CJUE 27-2-2020 aff. 384/18.](#)
- Directive 2009/138/CE – Représentation d'une entreprise d'assurance non-vie – Représentant domicilié sur le territoire national – Signification ou notification des actes – Réception de l'acte introductif d'instance – Règlement (CE) n° 1393/2007 – Non-applicabilité : [CJUE 27-2-2020 aff. 25/19.](#)
- Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 15, point 5, et article 16, point 5 – Assurance de "grands risques" – Clause attributive de juridiction conclue entre le preneur d'assurance et l'assureur – Opposabilité de cette clause à la personne assurée : [CJUE 27-2-2020 aff. 803/18.](#)
- L'EIPO doit de nouveau statuer sur la demande d'enregistrement de Constantin Film d'usage «Fack Ju Göhte» comme marque de l'Union européenne : [CJUE 27-2-2020 aff. 240/18 \(communiqué de presse\).](#)

IMMOBILIER

- [Arrêté préfectoral du 30 janvier 2020](#) fixant les loyers de référence, les loyers de référence majorés et les loyers de référence minorés dans la commune de Lille.
- [Bulletin Officiel des MTES/MCTRCT](#) : Annexe à l'arrêté du 12 février 2020 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes « CET Héliothermique » et « PAC Double Service Héliothermique » dans la réglementation thermique 2012.
- [Bulletin Officiel des MTES/MCTRCT](#) : Annexe à l'arrêté du 12 février 2020 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de production centralisée à appoints décentralisés dans la réglementation thermique 2012.
- [CLCV](#) : L'état daté en copropriété : un décret incomplet qui fait fi du législateur.

Jurisprudence

- Saisie immobilière : [Arrêt n°235 du 27 février 2020 \(18-19.174\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Bail rural : [Arrêt n°140 du 27 février 2020 \(18-24.772\) - Cour de cassation - Troisième chambre civile.](#)
- Copropriété : [Arrêt n°139 du 27 février 2020 \(19-10.887\) - Cour de cassation - Troisième chambre civile.](#)
- QPC - §IV et première phrase du §VI de l'article 24 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 : [Arrêt n°249 du 27 février 2020 \(19-40.038\) - Cour de cassation - Troisième chambre civile.](#)

Au Journal Officiel

- [LOI n° 2020-146 du 21 février 2020](#) ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin.
- [Décret n° 2020-153 du 21 février 2020](#) pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.
- [Décret n° 2020-165 du 26 février 2020](#) relatif aux modalités d'attribution et de gestion de la prime de transition énergétique.
- [Arrêté du 11 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et modifiant l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur.

CIVIL

Jurisprudence

- Chose jugée : [Arrêt n°263 du 27 février 2020 \(18-23.370\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Appel civil : [Arrêt n°264 du 27 février 2020 \(18-19.367\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Appel civil : [Arrêt n°240 du 27 février 2020 \(19-10.849\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Procédure civile : [Arrêt n°262 du 27 février 2020 \(18-26.239\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Procédure civile : [Arrêt n°238 du 27 février 2020 \(19-10.233\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Procédures civiles d'exécution : [Arrêt n°237 du 27 février 2020 \(18-25.382\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Mesure d'instruction : [Arrêt n°259 du 27 février 2020 \(18-24.066\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Suspicion légitime : [Arrêt n°251 du 27 février 2020 \(18-26.083\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)
- Aide juridictionnelle - Appel civil : [Arrêt n°226 du 27 février 2020 \(18-26.239\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile.](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 18 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 6 mai 2019 relatif aux caractéristiques techniques de la communication par voie électronique des avis, convocations ou récépissés via le « Portail du justiciable ».
- [Arrêté du 18 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 28 mai 2019 autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Portail du justiciable » (suivi en ligne par le justiciable de l'état d'avancement de son affaire judiciaire).
- [Arrêté du 18 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Union Européenne

- Déchoir une mère de son autorité parentale à raison de sa toxicomanie était disproportionné : [CEDH 25-2-2020 n° 68868/14.](#)

- Article 20 TFUE – Citoyenneté de l'Union européenne – Citoyen de l'Union n'ayant jamais exercé sa liberté de circulation – Demande de carte de séjour temporaire du conjoint, ressortissant d'un pays tiers – Rejet – Obligation de subvenir aux besoins du conjoint – Absence de ressources suffisantes du citoyen de l'Union – Obligation des conjoints de vivre ensemble – Législation et pratique nationales – Jouissance effective de l'essentiel des droits conférés aux citoyens de l'Union – Privation : [CJUE 27-2-2020 aff. 836/18](#).

DIVERS

- [Arrêté du 17 février 2020](#) portant extension d'avenants à la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats (n° 1000).
- [Décret n° 2020-166 du 26 février 2020](#) étendant la compétence de la chambre de proximité de Saint-Martin du tribunal judiciaire de Basse-Terre aux fonctions de juge des libertés et de la détention.
- [Rapport d'information Assemblée Nationale](#) : Médiation entre les usagers et l'administration - N° 2702.
- [Lettre de la DAJ n° 290 - 27 février 2020](#).
- [JO Assemblée Nationale Questions/Réponses n° 8 du 25 février 2020](#).
- [JO Sénat Questions/Réponses n° 9 du 27 février 2020](#).